



DEFENDRE LES FONCTIONS PUBLIQUES ET LEURS AGENTS

publié le 10 octobre 2017 à 18h05 sur [le blog de Laurent Berger](#)

Ce mardi 10 octobre, la CFDT manifestait de façon unitaire pour dénoncer le manque de considération des agents de la fonction publique et exiger une juste reconnaissance de leur travail.



Nous ne devons pas oublier que les fonctionnaires, ce sont des femmes et des hommes qui travaillent tous les jours pour l'intérêt collectif et le bien commun. C'est une aide-soignante qui s'occupe de personnes hospitalisées, c'est un agent de conseil départemental qui coordonne l'aide sociale à l'enfance, c'est une policière qui travaille pour la sécurité de tous, c'est un agent qui s'occupe de la propreté des rues... Que ce soit dans la fonction publique hospitalière, d'Etat ou territoriale, ils sont des milliers de personnes à travailler au service de la société. Trop peu visible, leur travail est pourtant indispensable au bon fonctionnement de nos institutions, à la vie quotidienne des citoyens comme des entreprises. Les agents des fonctions publiques attendent respect et considération de leur travail.

Le service public, quand il est abordé dans le débat public, c'est essentiellement sous le prisme budgétaire, comme la cible d'économie financière. Ce discours est intenable. Les agents et le travail qu'ils effectuent ne sont pas une charge mais une richesse pour la société. Il faut sortir de cette logique mortifère. Cette situation n'est plus acceptable car le moral et la santé des agents en pâtissent. Et quand le bien-être des travailleurs diminue, c'est également la qualité du service rendu qui se dégrade.

Le service public n'est pas immuable ou statique. Dans un monde qui bouge, lorsque les besoins de la population évoluent, il est nécessaire de s'interroger sur les services publics de demain, sur le sens que nous voulons leur donner. Mais pour cela, il faut que tous les acteurs en débattent ensemble : responsables politiques, usagers du service public et bien entendu les agents. Si ces derniers étaient réellement écoutés, ils seraient les premiers à proposer des solutions constructives et durables. C'est pour cela que la CFDT demande une réflexion globale sur les missions de service public pour ensuite aborder la question des moyens nécessaires à leur accomplissement. Nous devons répondre au « pourquoi » avant d'aborder le « comment ».

Le manque de dialogue social dans les hôpitaux, les administrations et les collectivités locales est criant. L'employeur public doit prendre ses responsabilités, créer des lieux d'expression sur le travail et son organisation. Les fonctionnaires ont besoin de signes de confiance.

Aujourd'hui, l'expression politique occulte largement le travail des agents. S'ils reconnaissent la légitimité démocratique des décisions politiques, ils subissent cependant un mouvement de balancier qui leur demande de faire et défaire régulièrement. Prenons l'exemple des rythmes scolaires. En 2014, toutes les écoles primaires publiques sont passées à la semaine de quatre jours et demi. La mise en place d'une telle réforme a nécessité un gros travail de préparation pour les équipes éducatives, les services municipaux et étatiques, en collaboration avec les centres de loisirs, les associations jeunesse et sport... En 2017, le nouveau Président de la République fait marche arrière sans beaucoup de considération pour ces années de préparation, sans réelle évaluation ni concertation. L'exemple se retrouve dans de nombreux domaines. Cette gestion politique du travail provoque découragement et baisse de motivation chez les agents qui s'investissent pour changer les choses.

Face à cette fatigue, ce manque d'écoute et ces tensions grandissantes, que répond le gouvernement ? Il répond rétablissement du jour de carence sans analyser les causes de l'absence d'agents. Il répond gel du point d'indice et suppression d'emploi. Il freine même à appliquer ce qui avait été négocié avec les partenaires sociaux comme le protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) qui permet de mieux reconnaître l'engagement des fonctionnaires civils et des militaires en revalorisant leurs grilles indiciaires et en améliorant leurs perspectives de carrière.

Emmanuel Macron candidat à la présidence de la République avait promis une augmentation du pouvoir d'achat des agents publics. Avec la hausse de la CSG, cela se traduira au mieux par une compensation.

Ca suffit !

La CFDT appelle le gouvernement à tenir ses engagements en matière de pouvoir d'achat et de perspective de carrières. Nous exigeons de réelles négociations salariales qui aboutissent à une reconnaissance méritée du travail des agents, titulaires comme contractuels. Nous appelons à une revalorisation des carrières et à ce que l'employeur public, au même titre que l'employeur privé, participe à la prise en charge de la complémentaire santé et prévoyance des agents.

La CFDT s'engage pour que la parole des fonctionnaires soit entendue et leur investissement respecté. Nous étions vendredi 6 octobre à l'Élysée pour remettre au

Président de la République les cartes pétition de plus de 10 000 agents de la fonction publique.

Nos responsables politiques doivent enfin comprendre qu'il n'y aura pas d'action publique efficace sans reconnaissance de ceux qui l'incarnent au quotidien.

